

Travail dominical: Macron essuie sa première manif'

L'express 14/11/2014 à 17:32, mis à jour à 18:23

Un millier de salariés du commerce parisien manifestaient ce vendredi contre la loi Macron qui doit permettre de faciliter le travail dominical. Emplois, salaires, les promesses ne seront pas au rendez-vous, assurent-ils.

"J'aime me reposer le dimanche", proclame cette affiche PCF - Front de gauche près des grands magasins.

"Macron, t'es foutu, le commerce est dans la rue!" Ils étaient entre 1000 et 2000 selon les organisateurs, 550 selon la police, à manifester ce matin à Paris contre la future loi Macron, qui veut faciliter les dérogations au repos dominical. Salariés aux Galeries Lafayette, au Printemps, au BHV, au Bon marché, chez Gibert, ils défilaient du boulevard Haussmann à l'Hôtel de ville à l'appel de l'intersyndicale Clic-P pour dénoncer un volontariat problématique et des majorations de salaires qui risquent de chuter, si le nombre de dimanches travaillés augmente.

"Ouvrir sans que ça leur coûte"

"Aujourd'hui quand nous travaillons le dimanche, nous sommes payés double et nous récupérons", affirme Viviane, salariée aux Galeries Lafayette. "Mais au cours de tables rondes qu'elle organise, la direction a laissé entendre qu'elle voulait ouvrir jusqu'à 52 dimanches par an, et que dans ce cas la majoration de salaire ne serait plus aussi importante". Une perspective qui n'est pas celle d'Emmanuel Macron, puisque celui-ci a toujours assuré que le travail dominical devait être payé double et compensé par un repos.

Ces assurances, les manifestants n'y croient pourtant pas. "Ils veulent ouvrir sans que ça leur coûte", assure Olivier, un collègue de Viviane. "Les marges vont baisser, car l'ouverture dominicale va entraîner des coûts supplémentaires. Les touristes, qu'il s'agit de retenir à Paris, achètent surtout les marques de luxe sur lesquelles le magasin lui-même fait peu de marge. C'est un service qu'on veut leur offrir, mais le chiffre d'affaires n'augmentera pas, il ne fera que se déplacer. Il n'y aura pas d'embauche." Olivier reconnaît cependant que parmi ses collègues "les plus jeunes sont pour". Souvent en CDD, soumis à un fort turn-over, ils voient le travail du dimanche comme une chance de travailler supplémentaire. Ce sont les plus anciens qui se mobilisent, alors que leurs salaires stagnent: "Plus on a d'ancienneté, moins on gagne", rôle Olivier.

Quant au volontariat, il est déjà organisé "selon les besoins du service" pour les dimanches et les jours fériés, dénonce Olivier, et la direction a le projet de faire signer "des contrats d'engagements tous les six mois", auxquels il sera difficile de déroger. Les salariés grévistes s'inquiètent surtout pour leurs collègues démonstrateurs, qui n'appartiennent pas à l'entreprise mais dépendent de conventions collectives extérieures, et qui auront plus de mal que les salariés à se défendre. Aux Galeries, ils sont plus nombreux que les salariés.

"Il ne peut pas y avoir trois gagnants"

"Macron propose un accord gagnant - gagnant - gagnant entre les entreprises, les salariés, et les clients", décrypte Karl Ghazi, représentant de la CGT au Clic-P. "Mais il ne peut pas y avoir trois gagnants. Le patronat, à long terme, ne peut pas y gagner s'il donne des contreparties importantes. Le Medef, qui se plaint toute l'année du coût du travail, prépare d'ailleurs le terrain en renvoyant les contreparties à des accords d'entreprise plutôt qu'à la loi".

Reçu avec ses collègues de l'intersyndicale à la mairie de Paris par une adjointe d'Anne Hidalgo, le syndicaliste estime que "la maire aimerait afficher une position différente de celle du gouvernement". Mais il craint que la mission d'information et d'évaluation sur le travail du dimanche, qui doit rendre compte au conseil de Paris, arrive après la bataille. La loi Macron sera examinée par le Parlement début 2015.